

LA GÉOPOLITIQUE DE LA COP21 ET LE CAPITALISME VERT...

L'objectif proclamé de la COP 21 est de «*lutter contre le réchauffement climatique*». Mais qu'en est-il réellement?

Du «refroidissement global» au «réchauffement global»

La COP 21 s'appuie sur le GIEC qui, comme son nom l'indique (*Groupe Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat*), est un organisme politique, lequel demande des expertises à des savants de son choix. Or, contrairement à ce qui est régulièrement avancé, il n'y a pas consensus scientifique sur la question climatique. Et les désaccords ne se situent pas sur les mêmes plans, ce qui rend le dossier d'autant plus complexe.

Le seul constat partagé par tous les savants est l'augmentation du CO2 dans l'atmosphère depuis un siècle. Tout le reste n'est qu'hypothèses et difficultés d'interprétation. Le rapport entre CO2 et effet de serre additionnel n'est pas simple. Dans les années 70, des scientifiques (Stephen Schneider, John Holdren, l'*Académie nationale des sciences américaine*...) annonçaient qu'un nouvel âge glaciaire était proche: le *global cooling*. A l'époque, on observait en effet un refroidissement des températures dans certaines régions de l'hémisphère boréal (de 1940 à 1973, en gros). Holdren, qui deviendra le «*conseiller scientifique et technologique en chef*» du président Obama, admet désormais le *global warming*, mais il n'a pas varié sur un point: son soutien à l'électro-nucléaire.

Pas d'uniformité et des situations géographiques contrastées

La réalité de ce «réchauffement global» est complexe. Même l'élévation du niveau des océans est sujette à interrogation. Au-delà des problèmes de mesure et d'interprétations, il ne faut pas perdre de vue que nous sommes dans un système concurrentiel - le capitalisme - et que la compétition (pour les budgets, la notoriété, l'oreille du politique...) est également vive entre savants, lesquels sont réciproquement instrumentalisés par la politique et la géopolitique.

L'avant-garde du capitalisme vert: le *Club de Rome*

À la fin des Trente Glorieuses, l'avant-garde de la bourgeoisie comprend qu'il ne faut pas scier la branche écologique sur laquelle sont assis ses profits. Elle mène dès lors une campagne active pour influer sur les politiques de gestion des ressources, en appuyant l'idée d'une gouvernance mondiale - dont elle serait évidemment le principal prescripteur - , et via une sensibilisation des masses à coups de catastrophisme.

Le *Club de Rome* deviendra une de ses plateformes d'action privilégiées. Fondé en 1968, ses membres ne sont pas de doux écologistes, de gentils naturalistes ou de farouches révolutionnaires, mais des dirigeants de haute volée. On y compte des industriels, des diplomates, le secrétaire de la *Communauté Européenne Charbon-Acier*, l'un des fondateurs de la *Trilateral*, le responsable français de la *Commission des Opérations de bourse*... Oligarchie cooptée et non démocratique, le *Club de Rome* fonctionne avec d'autres clubs du même genre (*Trilateral*, *Groupe Bilderberg*, *Forum de Davos*...). Ils agissent, très ouvertement, dans le sens de leurs seuls intérêts: ce sont tous de farouches partisans de l'électro-nucléaire. Et comme le nucléaire est faiblement producteur de gaz à effet de serre, si on promeut la théorie d'un réchauffement global - en médiatisant les travaux des scientifiques qui soutiennent cette thèse ou, comme le GIEC, en finançant leurs travaux.. -, on peut légitimer et promouvoir le nucléaire...

Bert Bolin, météorologue suédois, premier président du GIEC fondé en 1988 grâce au G7 était un défenseur acharné du nucléaire. Avec son ami Maurice Strong, premier président du PNUE (*Programme des Nations-Unies pour l'Environnement*), comme lui membre du *Club de Rome*, il participe à la *Commission Brundtland* (1987) qui, outre le «développement durable», entérine le *global warming*.

La bataille pour les énergies et la puissance industrielle

La problématique du secteur nucléaire et celle du secteur pétrolier ne se superposent pas, ni géographiquement, ni politiquement, ni géopolitiquement, en fonction des gisements, des stratégies technico-industrielles et des enjeux militaro-diplomatiques. Cela rend sa géographie complexe, et nous éloigne de toute explication simpliste (théories du complot, les Américains contre les Chinois, les méchantes multinationales contre les gentils écologistes, etc...).

Les États-Unis constituent le grand terrain d'affrontement entre les compagnies pétrolières historiques et les nouveaux venus de l'électro-nucléaire, d'où les hésitations analytiques aussi bien chez les scientifiques que chez les dirigeants politiques. Mais la situation change déjà avec l'exploitation des gaz de schiste. La Chine productrice de charbon et importatrice de pétrole ne fait pas du nucléaire une priorité et investit massivement dans les énergies renouvelables.

Des trois grandes puissances anciennement industrielles de l'Union européenne, deux sont pro-nucléaires (la France et le Royaume-Uni), l'autre non (l'Allemagne). Des pays ont renoncé au nucléaire (outre l'Allemagne: la Suède, la Confédération helvétique, l'Autriche, l'Italie). Un cherche son chemin de Damas (le Japon)... Autrement dit, l'enjeu climatique qui oppose l'industrie nucléaire et l'industrie pétrolière, les anciens pays industrialisés et le pays «émergents» fait s'affronter des firmes multinationales entre elles (parfois provenant du même pays), des secteurs politiques à l'intérieur d'un même pays ou entre États rivaux.

L'entrée en bourse du marché du carbone et les échanges géopolitiques de quotas de gaz à effet de serre alimentent la machine du capitalisme vert. Le prometteur secteur des énergies renouvelables qui s'y ajoute est traversé par des batailles technologiques et les conquêtes de marché.

Le succès ou l'échec des sommets internationaux consacrés au climat comme la COP 21 doit être jugé à l'aune de ce contexte.

À bas le capitalisme vert

Le Club de Rome, le GIEC et la COP 21 prônent le principe d'une gouvernance mondiale appuyée sur des experts, non démocratiquement élus, sinon indirectement par des systèmes pyramidaux de délégations de pouvoir, et fonctionnant en réseaux consanguins.

Cette gouvernance constitue ce qu'il faut bien appeler «*l'écolocratie*» ou «*l'écolocrature*». Elle ne vit que grâce aux subsides et aux ambitions de pouvoir, politique ou symbolique. Ses armes sont bien connues: simplification démagogique et abêtissante des faits, rhétorique de peur et de culpabilisation, mélange de vraies problématiques et de faux diagnostics, catastrophisme.

Il serait pour le moins curieux que les libertaires marchent dans cette vaste combine... Il ne s'agit pas de se battre pour le climat, mais contre ce système, de rompre avec le capitalisme et son monde.

Philippe PELLETIER
Groupe Makhno